

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

FINANCIÈRE MARJOS

Société en commandite par actions au capital de 199.675,38 €
Siège social : 58 avenue de Wagram, 75017 Paris
725 721 591 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

Avis de réunion valant avis de convocation

Les actionnaires de la Société sont convoqués en assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) (l' « **Assemblée Générale** ») le mercredi 25 juin 2025 à 14 heures 30 au 49 avenue de Wagram, 75017 Paris, 5^{ème} étage, Gauche, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

A titre ordinaire :

1. Première résolution : Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024
2. Deuxième résolution : Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024
3. Troisième résolution : Conventions visées à l'article L. 226-10 du Code de commerce
4. Quatrième résolution : Renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes de la Société
5. Cinquième résolution : Constatation de la démission de Mme Karine BAYLE de ses fonctions de membre du Conseil de Surveillance
6. Sixième résolution : Constatation de la cessation des fonctions de Financière Louis David en qualité de membre du Conseil de Surveillance
7. Septième résolution : Approbation de la politique de rémunération applicable au Gérant et aux membres du Conseil de Surveillance
8. Huitième résolution : Informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées à l'article L. 22-10-9, I. du Code de commerce
9. Neuvième résolution : Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 au Gérant
10. Dixième résolution : Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 au président du Conseil de Surveillance

A titre extraordinaire :

11. Onzième résolution : Délégation de pouvoirs au Gérant à l'effet de procéder à une ou plusieurs réductions de capital motivées par des pertes par voie de réduction de la valeur nominale des actions
12. Douzième résolution : Délégation de compétence au Gérant à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription
13. Treizième résolution : Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre, par voie d'offre au public, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

A titre ordinaire :

14. Quatorzième résolution : Pouvoirs aux fins des formalités légales

Texte des projets de résolutions

I. Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Gérant et du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024,

approuve les comptes annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qui lui ont été présentés, lesquels font ressortir une perte d'un montant de (209.365) euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports ;

donne en conséquence **quitus entier et sans réserve** au Gérant pour l'exercice de son mandat au cours de l'exercice écoulé ;

prend acte, en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, de l'absence de dépenses et charges non déductibles pour l'établissement de l'impôt, visées au 4 de l'article 39 dudit Code, pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

L'Assemblée Générale **prend acte** de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Gérant et du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, **décide**, d'affecter la perte de l'exercice, soit (209 365) euros, au compte « report à nouveau » déficitaire, dont le solde passera ainsi de (1 293 869) euros à (1 503 234) euros.

Cette affectation aura pour effet de porter le montant des capitaux propres à (1 025 343) euros.

L'Assemblée Générale **prend acte** qu'à la suite de l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les capitaux propres ne sont pas reconstitués.

L'Assemblée Générale **rappelle**, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

L'Assemblée Générale **prend acte** de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

TROISIEME RESOLUTION

(Conventions visées à l'article L. 226-10 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, **prend acte** du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L.226-10 du Code de commerce, qui ne fait mention d'aucune convention nouvelle entrant dans le champ d'application de l'article susvisé conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

L'Assemblée Générale **prend acte** que l'associé commandité de la Société n'a pas été appelé à se prononcer sur cette résolution.

QUATRIEME RESOLUTION

(Renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance, et après avoir constaté que le terme du mandat du Commissaire aux comptes de la Société arrive à son terme à l'issue de la présente Assemblée Générale, **décide** en conséquence, de renouveler le mandat de la société Grant Thornton, société par actions simplifiée ayant son siège social au 29 rue du Pont 92200, Neuilly-sur-Seine, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 632 013 843, en tant que Commissaire aux comptes titulaire de la Société pour une durée de six exercices, expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer en 2031 sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2030.

Le Commissaire aux comptes a d'ores et déjà déclaré accepter le renouvellement de son mandat dans le cas où ce renouvellement serait décidé par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale **prend acte** que l'associé commandité de la Société n'a pas été appelé à se prononcer sur cette résolution.

CINQUIEME RESOLUTION

(Constatation de la démission de Mme Karine BAYLE de ses fonctions de membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Gérant et du Conseil de Surveillance,

prend acte de la démission de Mme Karine BAYLE, née le 24 janvier 1970 à Saint -Julien-en-Genevois, de nationalité française, domiciliée au 32 avenue de la mame 92600 Asnières-sur-Seine, de ses fonctions de membre du Conseil de Surveillance, à compter du 17 avril 2025 ;

prend acte que le Conseil de Surveillance de la Société n'a pas procédé à son remplacement à titre provisoire ;

décide de ne pas procéder à son remplacement.

L'Assemblée Générale **prend acte** que l'associé commandité de la Société n'a pas été appelé à se prononcer sur cette résolution.

SIXIEME RESOLUTION

(Constatation de la cessation des fonctions de Financière Louis David en qualité de membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Gérant et du Conseil de Surveillance,

rappelle qu'aux termes de la quinzième résolution de l'assemblée générale mixte de la Société réunie le 2 février 2024, Financière Louis David (484 823 752 RCS Paris) a été désignée en qualité d'actionnaire commandité de la Société ;

rappelle qu'en conséquence de cette désignation, il appartenait à l'assemblée générale susvisée de constater la cessation de fonctions de membre du Conseil de Surveillance de Financière Louis David à compter de cette date ;

décide, à toutes fins utiles, de régulariser la situation en constatant ce jour la cessation, à compter du 2 février 2024, date de l'assemblée générale susvisée, des fonctions de membre de Conseil de Surveillance de Financière Louis David ;

prend acte que le Conseil de Surveillance de la Société n'a pas procédé à son remplacement à titre provisoire ;

décide de ne pas procéder à son remplacement.

L'Assemblée Générale **prend acte** que l'associé commandité de la Société n'a pas été appelé à se prononcer sur cette résolution.

SEPTIEME RESOLUTION

(Approbation de la politique de rémunération applicable au Gérant et aux membres du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Gérant et du Conseil de Surveillance,

approuve, en application de l'article L. 22-10-76 du Code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société,

approuve, en conséquence, qu'aucune rémunération ne sera versée, ni aucun avantage ne sera accordé au Gérant et aux membres du Conseil de Surveillance à raison de leur mandat, au titre de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2025.

L'Assemblée Générale **prend acte** de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

HUITIEME RESOLUTION

(Informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées à l'article L. 22-10-9, I. du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-77, I. du Code de commerce, **prend acte** que les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce n'ont pas été présentées dans le rapport du Conseil de Surveillance, compte tenu de l'absence de rémunération et d'avantages versés ou consentis aux mandataires sociaux de la Société.

L'Assemblée Générale **prend acte** de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

NEUVIEME RESOLUTION

(Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 au Gérant)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-77, II du Code de commerce, **approuve** qu'aucun élément fixe, variable et exceptionnel composant la rémunération totale et les avantages en nature n'a été versé ou attribué à Monsieur Philippe Gellman, Gérant de la Société, à raison de son mandat, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

L'Assemblée Générale **prend acte** de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

DIXIEME RESOLUTION

(Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 au président du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-77, II du Code de commerce, **approuve** qu'aucun élément fixe, variable et exceptionnel composant la rémunération totale et les avantages en nature n'a été versé ou attribué à Monsieur Yves Pozzo Di Borgo, président du Conseil de Surveillance de la Société, à raison de son mandat, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

L'Assemblée Générale **prend acte** de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

II. Résolutions de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire**ONZIEME RESOLUTION**

(Délégation de pouvoirs au Gérant à l'effet de procéder à une ou plusieurs réductions de capital motivées par des pertes par voie de réduction de la valeur nominale des actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Gérant, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-204 du Code de commerce par renvoi de l'article L. 226-1 du même code,

délègue au Gérant ses pouvoirs pour procéder à une ou plusieurs réductions de capital de la Société par voie de réduction de la valeur nominale des actions d'un montant de 0,01 euro à un montant qui ne pourra pas être inférieur à 0,0016 euro, étant précisé que la ou les réductions de capital seront en tout état de cause réalisées dans la limite (i) du montant des pertes dont la Société dispose au jour où cette délégation est mise en œuvre, et (ii) des seuils légaux et réglementaires s'agissant du capital social, et notamment du montant minimal prévu à l'article L. 224-2 du Code de commerce ;

dit que le montant de cette ou de ces réductions de capital seront imputées sur le compte « report à nouveau » ou sur un compte de réserves indisponibles destiné à l'imputation des pertes futures ;

donne tous pouvoirs au Gérant à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, et notamment de :

- arrêter et préciser les conditions et modalités de cette ou ces réductions de capital compte tenu, notamment, du montant du capital social à l'époque où sera (seront) décidée(s) cette (ces) réduction(s) ;
- constater la réalisation définitive de la (les) réduction(s) de capital objet(s) de la présente résolution ;
- procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- procéder aux formalités corrélatives de la (des) réduction(s) de capital ; et
- plus généralement, faire tout ce qui est nécessaire ;

rappelle que la ou les réductions de capital décidées en application de la présente délégation sont motivées par des pertes et que, par conséquent, elles ne sont pas soumises aux dispositions des articles L. 225-205 et R. 225-152 du Code de commerce ;

fixe à douze (12) mois à compter de ce jour la durée de la présente délégation ;

dit que la présente délégation prive d'effet pour l'avenir toute délégation antérieure ayant le même objet.

L'Assemblée Générale **prend acte** de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

DOUZIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Gérant à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Gérant, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce par renvoi de l'article L. 226-1 dudit code, ainsi qu'aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants dudit code :

délègue au Gérant sa compétence pour décider et procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euro ou en monnaie étrangère ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société, (i) d'actions ordinaires de la Société, et (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, qui sont des titres de capital de la Société donnant accès à d'autres titres de capital de la Société, étant précisé que la souscription pourra être opérée soit en espèces soit par compensation de créances ;

décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 1.000.000 € ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société ;

décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le Gérant aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ; si les souscriptions à titre irréductible, et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières, le Gérant pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres (y compris les valeurs mobilières donnant accès au capital) non souscrits ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

constate le cas échéant que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;

décide que le Gérant aura tous pouvoirs, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet de :

- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- arrêter les prix et conditions des émissions ;

- fixer les montants à émettre et la date de jouissance des titres à émettre ;
- déterminer les dates et modalités de l'émission, la nature, le nombre et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ;
- déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tout autre actif, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises par l'admission aux négociations sur un marché réglementé des droits, actions, valeurs mobilières ou bons créés et en fixer, le cas échéant, les modalités d'exercice, d'attribution, d'achat, d'offre, d'échange ou de remboursement ;
- prendre toute décision en vue de l'admission aux négociations des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
- prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;

prend acte que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet, c'est-à-dire toute délégation de compétence relative à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, couvrant les valeurs mobilières et opérations visées à la présente résolution ;

prend acte de ce que, dans l'hypothèse où le Gérant viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur ; et

prend acte de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée Générale.

TREIZIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre, par voie d'offre au public, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 22-10-51, L. 225-136, L.22-10-52 et L.228-91 et suivants du Code de commerce :

délègue au Gérant, sa compétence pour décider et procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, par offre au public, en France ou à l'étranger, en euro ou en monnaie étrangère, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions ordinaires de la Société ou (ii) de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société ;

décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1.000.000 euros. À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres titres de capital à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières droits donnant droit à des actions de la Société ;

décide que les émissions décidées en vertu de la présente délégation pourront être réalisées par voie d'offres au public ;

décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;

décide que la souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société ;

décide :

- de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres titres de capital et valeurs mobilières émis en vertu de la présente délégation ;
- de laisser toutefois au Gérant en application de l'article L. 22-10-51 alinéa 1 du Code de commerce la faculté de conférer aux actionnaires, pendant une durée et selon les modalités qu'il fixera en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits ainsi pourront faire l'objet d'un placement public en France ou à l'étranger ;

décide, conformément à l'article L. 22-10-52 du Code de commerce, de déléguer, au Gérant le pouvoir de fixer librement le prix d'émission des actions nouvelles émises et que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission librement fixé par le Gérant ;

décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Gérant pourra utiliser, à son choix et dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une ou les facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celle-ci atteigne les trois-quarts (3/4) au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou autres titres de capital de la société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit ;

confère tous pouvoirs au Gérant dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières et titres à créer ou leur étant associés ;
- déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou titres émis ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre, et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres ajustements ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires correspondant à 10 % du montant nominal de chaque émission afin de doter la réserve légale après chaque augmentation ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ;
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société ;

prend acte que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet ;

prend acte de ce que, dans l'hypothèse où le Gérant viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur ; et

prend acte de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée Générale.

III. Résolution de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

QUATORZIEME RESOLUTION (Pouvoirs aux fins des formalités légales)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, **donne** tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes en vue de l'accomplissement des formalités légales.

L'Assemblée Générale **prend acte** de l'approbation, par acte séparé, de la présente résolution par l'associé commandité de la Société.

Participation à l'Assemblée Générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée Générale, de voter par correspondance ou de se faire représenter.

Justification du droit de participer à l'Assemblée Générale

En application des dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, soit le 23 juin 2025, à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

Seuls les actionnaires ayant rempli ces conditions à la date de l'Assemblée Générale pourront y assister.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, mise en annexe du formulaire de vote par correspondance ou de procuration ou au formulaire de demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée Générale et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris.

Mode de participation à l'Assemblée Générale

L'actionnaire dispose de plusieurs possibilités pour participer à l'Assemblée Générale. Il peut (1) assister personnellement à cette Assemblée Générale ou (2) y participer à distance, soit en donnant pouvoir au Gérant ou à toute autre personne physique ou morale de son choix, soit en votant par correspondance.

1. Actionnaire souhaitant participer personnellement à l'Assemblée Générale :

- a) L'actionnaire au nominatif recevra par courrier postal la convocation accompagnée d'un formulaire lui permettant de demander une carte d'admission à l'Assemblée Générale. Il pourra renvoyer le formulaire dûment rempli et signé à la Société ; s'il n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, il pourra se présenter directement le jour de l'Assemblée Générale, muni d'une pièce d'identité.
- b) L'actionnaire au porteur devra demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres qu'une carte d'admission lui soit adressée. Dans l'hypothèse où l'actionnaire au porteur aurait perdu ou n'aurait pas reçu à temps cette carte d'admission, il pourra formuler une demande d'attestation de participation auprès de son teneur de compte.

2. Actionnaire ne pouvant pas assister personnellement à l'Assemblée Générale :

Les actionnaires sont informés qu'à défaut d'assister personnellement à l'Assemblée Générale, ils peuvent choisir entre l'une des quatre formules suivantes :

- a) se faire représenter par un autre actionnaire ou leur conjoint, ou toute autre personne de leur choix ;
- b) voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont ils peuvent obtenir l'envoi dans les conditions ci-après, ou
- c) adresser une procuration à la Société donnée sans indication de mandataire : le président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par la Gérance et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution ; ou
- d) adresser une procuration à la Société donnée avec indication de mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par lui.

Les votes par procuration indiqués en c) et d) seront soumis aux dispositions légales et réglementaires applicables, et notamment celles prévues par les articles L.225-106, I. et L.22-10-39 du Code de commerce.

L'actionnaire au nominatif recevra par courrier postal la convocation accompagnée d'un formulaire lui permettant de voter par correspondance ou par procuration. Il pourra envoyer le formulaire unique de vote dûment rempli et signé à la Société. Les actionnaires titulaires d'actions au porteur doivent adresser par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception à la Société, au siège social sis 58, avenue de Wagram, 75017 Paris, au plus tard six (6) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le jeudi 19 juin 2025 au plus tard, une demande de communication des formulaires de procuration et de vote par correspondance.

Il est impératif d'adresser le formulaire de vote par correspondance dûment complété et signé à la Société. Le formulaire doit, en tout état de cause, être reçu par la Société, à son siège social sis 58, avenue de Wagram, 75017 Paris, au plus tard trois (3) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le 22 juin 2025.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire teneur de compte notifie le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifié par l'intermédiaire habilité ou pris en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

Documents à la disposition des actionnaires

Les documents qui doivent être communiqués aux actionnaires en prévision de l'Assemblée Générale seront consultables, conformément aux dispositions légales et dans les délais définis par la loi, au siège social de la Société situé au 58, avenue de Wagram, 75017 Paris et sur le site internet de la Société www.financiere-marjos.com.

Une copie des documents peut également être adressée à tout actionnaire qui en fera la demande à la Société. A compter de la convocation et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, tout actionnaire peut demander à la Société de lui adresser les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce, de préférence par mail à l'adresse suivante : gellman.p@gmail.com.

Demande d'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévue par les dispositions légales et réglementaires applicables, peuvent requérir l'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions dans les conditions prévues aux articles L.225-105, R.225-71, R.225-73 et R.22-10-22 du Code de commerce.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour motivées ou de projets de résolutions doivent être adressées au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante : gellman.p@gmail.com, et parvenir à la Société au plus tard le 25^{ème} jour qui précède la date de l'Assemblée générale, soit au plus tard le samedi 31 mai 2025 à minuit (heure de Paris).

La demande doit être accompagnée :

- du ou des points à mettre à l'ordre du jour ainsi qu'un bref exposé des motifs ; ou
- du texte du ou des projets de résolutions, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs et ;
- d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R.225-71 du Code de commerce.

En outre, l'examen par l'Assemblée Générale des points à l'ordre du jour ou des projets de résolutions déposés par les actionnaires est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le lundi 23 juin 2025 à zéro heure (heure de Paris).

La liste des points ajoutés à l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions, présentés par des actionnaires dans les conditions prévues ci-dessus, seront publiés sur le site internet de la Société conformément aux dispositions de l'article R.22-10-23 du Code de commerce.

Questions écrites

Tout actionnaire a la faculté d'adresser des questions écrites à compter de la mise à disposition des actionnaires des documents requis par les dispositions légales et réglementaires, qui aura lieu au plus tard le 21^{ème} jour précédant l'Assemblée Générale, soit le mercredi 4 juin 2025. Ces questions écrites doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au siège social de la Société, 58, avenue de Wagram, 75017 Paris, ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante : gellman.p@gmail.com.

Cet envoi doit être effectué au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit au plus tard le jeudi 19 juin 2025 à minuit (heure de Paris). Pour être prises en compte, ces questions doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. La réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la Société, dans une rubrique consacrée aux questions-réponses de l'Assemblée Générale. Une réponse commune pourra être apportée aux questions écrites dès lors qu'elles présenteront le même contenu.